

Le peuple tunisien n'est pas seul...

VEILLÉE D'ARMÉS EN

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1<sup>er</sup>) — Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

AFRIQUE DU NORD

Renault dans la bataille

Le problème tunisien s'est considérablement élargi, comme nous l'avions indiqué dans notre précédent numéro. Réunis autour de Messali Hadj, président du M.T.L.D., les partis nationalistes nord-africains, le M.T.L.D., l'Association des Oulémas et l'Union Démocratique du Manifeste Algérien pour l'Algérie; l'Insti-gial, le Parti Réformiste National, le Parti de l'Union et de l'Indé-pendance et le Parti Démocrate de l'Indépendance pour le Maroc; le Vieux Destour, le Front National Tunisien et le Néo-Destour pour la Tunisie ont publié une Déclaration commune reproduite dans le numéro du 1<sup>er</sup> février de « L'Algérie Libre » : « Après un préambule où il est fait état de la nécessité de l'UNION des Partis Maghrébins dans leur lutte contre un ennemi commun, la déclaration stipule : « 1<sup>o</sup> Arrêt immédiat de la répres-sion sous toutes ses formes en Tu-nisie; « 2<sup>o</sup> Élargissement de Habib Bour-guiba et de tous les détenus et dé-portés politiques; « 3<sup>o</sup> Reconnaissance au peuple tu-nisien de sa souveraineté et de son indépendance conformément aux principes des Nations Unies; « 4<sup>o</sup> Intervention des Nations Unies pour l'application de la Char-ter, facteur de paix et de sécurité en Afrique du Nord. « Les signataires affirment leur en-tière et fraternelle solidarité avec le peuple tunisien dans sa lutte pour son indépendance, dénoncent les agis-sements répressifs des autorités françaises, reprochent cette politi-que d'inspiration purement coloni-ale. »

Les termes de cette déclaration représentent un pas décisif dans la lutte des peuples d'Afrique du Nord dans leur combat pour l'indépendance. L'impérialisme français a réussi à associer la domination en Afrique du Nord par une politique systématique de division : opposer artificiellement Berbères et Ka-tyles; isoler les Ma-roccains des Tunisiens. P. LAMBERT. (Suite page 4.)

TROIS faits dessinent la physionomie et donnent sa signification à la bataille menée par « Renault » le 12 fé-vrier 1952 :

Le matin : A peine 20 % de grévistes. A 11 heures et demi : bataille avec les flics qui reculent devant la réaction des gars de chez Renault. Nom-breux sont ceux qui ayant pris le travail le matin, rejoignent la grève pour résister à la police. Le pour-centage des grévistes monte à 50 et 60 %, au début de l'après-midi, quand travailleurs et forces de répression restent face à face.

A 15 heures 30 : Le directeur de la Régie : Lesfaucheux, donne l'ordre de fermer les ateliers. La production est égale à zéro, et il craint surtout que devant de nouveaux heurts, les non-grévistes se joignent aux grévistes.

Préparé par le P.C.F. et la C.G.T., à la suite de l'interdiction du tradition-nel défilé de commémoration des évé-nements de '34, la grève du 12 fé-vrier 52 n'a rassemblé qu'une avant-garde. Ceci s'explique en partie par la ser-vilité des dirigeants de Forces Ouvrières et du Parti socialiste, qui préfèrent prendre ouvertement le parti de la bourgeoisie, et des flics chez Renault (voir l'infâme tract de jaunes diffusé (Suite page 4.)

Un soldat français en Tunisie

Cher vieux, Je ne peux passer sous silence les évé-nements qui se passent en ce moment. Hier tu m'as écrit que le F.M. ont tiré une bonne partie de l'après-midi. Il est très dur de se sentir derrière les créneaux, dans une forteresse, avec une mitrailleuse qui servirait tellement bien les gens sur qui tu devrais tirer. Il est aussi très dur de voir passer par ces mêmes créneaux des gens avec le bras ou la jambe cassé par les balles ainsi que les morts ; car hier, il y en avait quatre, parait-il. Je pense plus, car les Arabes ont dû en mettre dans les mosquées. Nous sommes écurés de faire les C.R.S. Dans l'ensemble les (mitrilles) res-sentent à l'intérieur des casernes mais je crois qu'à l'inverse de la France il est très (Suite page 2.)



Une barricade chez Renault après la victoire. (En haut.)

Terreur policière dans la Medina. (A gauche)

En Tunisie comme chez Renault, la même police au service du même oppresseur. Ensemble, peuples colonisés et ouvriers abattent l'impérialisme.

Un virage gauche du P.C.F. ?

« U ne certaine confusion a régné. Des cellules d'entre-prises, la où le patron avait pris une position favorable (contre le plan Schuman et pour la reprise du commerce avec l'Est) n'étaient pas loin de conclure à l'union sacrée. Nous avons de ces cas dans le Rhône, le Nord, les Bouches-du-Rhône, etc. » affirme Lecœur dans son rapport au Comité central d'Au-bervilliers du Parti communiste fran-çais. Mais qui donc est responsable de cette confusion ? « Patrons et ou-vriers peuvent parfaitement se trou-ver dans le même camp pour la re-conquête de l'indépendance françai-se. Avec notre politique de défense de l'indépendance française, nous dé-fendons l'ensemble des intérêts de la nation », écrivait J. Duclos dans les Cahiers du Communisme d'octobre 1951, et la même revue affirmait dans son éditorial que « l'unité ouvrière est un facteur important de l'union nationale ». Et le Comité central d'Ivry appelait le 8 septembre 1951 « les organisations du Parti à ten-dre toutes leurs forces pour que cette grande politique d'unité française soit comprise de tous les Français et que celle triomphe de la politique de misère et de guerre des gouverne-ments de déshonneur national deve-nus ouvertement les serviteurs des milliardaires américains. Des dizaines d'affirmations de ce genre montrent que les dirigeants du P.C.F. n'ont cessé eux-mêmes de con-clure carément à l'union sacrée au cours de ces derniers mois. N'est-ce pas Lecœur lui-même qui expliquait à Garaudy, réclamant la reconquête de « l'esprit national », continuait à avoir le pas sur « l'esprit de classe » ? Mais entre temps, Lecœur est revenu de Moscou après des directives nou-velles. La session de l'ONU est ter-minée, et des actions de masse des

travailleurs français ne risquent plus de gêner la diplomatie de Vichniky. Il s'agit au contraire de faire pres-sion sur la bourgeoisie française, de lui rappeler qu'il dépend de Moscou que règne la paix sociale ou la tempête. D'ailleurs le mécontentement des masses, qui veulent une action unie, résolue, pour la paix, la liberté — et non pour servir d'appoint aux opérations diplomatiques — s'est cessé de croître et gagne de plus en plus les rangs du P.C.F. Sougrière (Cahiers du Communisme, février 1952) se plaint de ce que « la participation des communistes de la Seine au mouvement de la Paix, a, par endroits, diminué ». « Il y a chez trop de militants une sous-esti-mation évidente des succès rempor-tés par le camp de la paix... une tendan-ce à ne pas voir que la lutte pour la paix, dans les conditions actuelles, est la lutte la plus efficace que des com-munistes puissent mener. » Aussi Lecœur doit-il présenter com-me un succès le fait que le P.C.F. ait « stabilisé ses effectifs », « stop-pant la perte d'adhérents que nous enregistrons depuis 1947 », et doit-il reconnaître dans son rapport d'Au-bervilliers que « des camarades dé-voués, fidèles, parmi les meilleurs en-trepreneurs d'hommes ont hésité dans la campagne des signatures... ces ca-marades pensent peut-être que voilà bien du temps perdu qui serait mieux utilisé à d'autres formes de lutte contre l'exploitation capitaliste, pour le socialisme. » Mais une sourdine est mise à « l'u-nité française ». Lecœur ne parle plus que de « quelques patrons qui, pour des raisons à eux, se prononcent avec nous contre le plan Schuman... Le gouvernement n'est plus pour lui ce-lui du « déshonneur national », mys- G. BLOCH. (Suite page 2.)

Campagne des 500.000 francs "LA VERITE" VIVRA !

Les bagarres du 12 février chez Renault préfigurent les conflits sociaux importants qui se préparent. Dans une telle situation « LA VERITE » doit, plus que jamais, jouer son rôle d'organe d'expression de l'avant-garde révolutionnaire en surmontant les obstacles financiers qui sont nombreux sur cette voie. La lutte de classes se mène aussi sur le terrain de la presse, et face aux monopoles capitalistes qui disposent de moyens considé-rables nos ressources apparaissent bien faibles. Cependant nous sommes certains que la campagne du demi-million qui va se poursuivre pendant 3 mois sera victorieuse et per-mettra à « LA VERITE » de faire entendre sa voix. Parmi les moyens de nous aider, l'abonnement est celui qui pré-sente le plus d'avantages : Pour le journal, parce que chaque abonnement est une vente assurée sur laquelle ne pèsent pas les frais de la vente dans les kiosques ; parce que les sommes ainsi réunies constituent un fonds de roulement indispensable à sa stabilité financière. Pour le lecteur qui paye l'exemplaire un peu plus de 16 francs, au lieu de 20 francs lorsqu'il l'achète à chaque parution, et reçoit régulièrement « LA VERITE » à son domicile. Camarades et amis lecteurs : Abonnez-vous. Si votre abon-ne-ment est terminé ou s'il arrive à échéance, renouvelez-le sans tarder. Après avoir lu « LA VERITE », ne la détruisez pas, l'assez-la à vos camarades de travail qu'elle peut intéresser. C'est aussi une façon de nous aider. Nos militants vous présenteront des listes de souscription ; faites-leur bon accueil. La plus petite somme nous est précieuse. Souscrire, c'est affirmer sa volonté d'assurer la sauvegarde de « LA VERITE » par un effort exceptionnel dont on comprend la nécessité. Cette aide financière n'est pas la seule que vous pouvez nous apporter. « LA VERITE » qui veut être l'écho des aspirations et des combats ouvriers a besoin d'étendre son réseau de correspon-dants. Elle se penche aussi avec une attention particulière sur les arti-ques et les suggestions qui lui sont adressées. Écrivez-nous, four-nissez-nous des informations. Tous ensemble nous améliorerons notre journal, et par là même nous faciliterons sa diffusion. Tous les versements doivent être faits au C.C.P. 603-201, Société de Presse, d'Édition et de Librairie, 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1<sup>er</sup>).

Solidarité !

DES ouvriers trotskystes, membres et sym-pathisants du Parti, ont été durement frappés à la suite de la grève du 12 février. Nombreux sont ceux qui ont perdu leur travail, cer-cu qu'au premier rang ils ont combattu. Militants du Parti Commu-niste Internationaliste ! Sympathisants ! Lecteurs de « la Vérité » ! Le Bureau Politique du P.C.I. vous adresse un solennel appel à la solidarité. Notre Parti est pauvre ! En dépit de ses lourdes charges, il fera face avec l'aide de tous à ses devoirs de solidarité. Militants trotskystes, sym-pathisants, lecteurs de « la Vérité » nous connaissons vos difficultés financières, mais nous savons que vous n'hésite-rez pas à charger votre bud-get du maximum de ce que vous permettent vos salaires et traitements pour que ceux qui sont frappés par la répres-sion patronale n'en supportent pas seuls le poids. Envoyez immédiatement fonds et souscriptions à notre C.C.P. 603.201 Paris, Société de Presse, d'Édition et de Li-brairie, en mentionnant : « So-lidarité aux victimes de la ré-pression patronale ». (Première liste de souscrip-tion en page 2.)

Un observateur bien informé

Nous relevons dans l'Observateur du 14 février, hebdomadaire réputé sérieux, l'étrange annonce suivante : Les trotskystes entront-ils au Parti communiste ? Bien que le dernier numéro de La Vérité nous ait soufflé nos, il semble que des dé-cisions radicales aient été prises récem-ment par le secrétariat de la 4<sup>e</sup> Inter-nationale. Celui-ci estimerait que le moment est venu de mettre fin à l'activité des petits partis composant l'Internationale et d'en-gager leurs militants à travailler dans les grandes organisations ouvrières existantes, comme le Labour Party en Angleterre et le Parti communiste en France. Les nouvelles directives se seraient heurtées à une vive opposition au sein du P.C.I. (section française de la quatrième Internationale) et des discussions passion-nées seraient en cours. L'auteur de cet article non signé n'est autre que M. Gilles Martinet, théoricien laborieux chargé de la défense et de l'il-lustration de la bureaucratie et salinaise aux yeux de la petite-bourgeoisie. La personnalité de l'auteur donne une saveur particulière à « l'Information ». En effet, pour que « les trotskystes entrent au Parti communiste », il faudrait non seulement qu'ils en décident ainsi, mais sur-tout que le « Parti communiste » ou plutôt sa direction bureaucratique et ses es-périsateurs du Guepéou aient le désir d'ou-vrir les rangs du P.O. aux trotskystes ! C'est vraiment une information sensa-tionnelle. Mais de quel M. Gilles Martinet peut-il le tenir et ce n'est... de Guepéou ?

Pour HENRI MARTIN l'exemple de la campagne pour les mutins de la Mer Noire

MALGRE l'élection triomphale d'André Marty au Conseil municipal de Charonne (1), le bourgeois réactionnaire n'a pas sa victime... Le Parti communiste présente Badina, un autre insurgé de la Mer Noire, le 5 octobre 21, aux élections municipales du quartier de la Santé dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Le 25, le Parlement vote l'annulation de l'élection de Charonne en vertu d'un décret d'urgence émanant de l'Empire. Devant cet acte, le P.C. axe toute sa propagande sur la libération de Marty et de Badina. Ce dernier obtient 887 voix sur 1.816 lors des élections de la Santé et se classe premier pour le ballottage. Toute la semaine qui sépare les deux tours « l'Humanité » titre sur l'élection.

Le 18 Cachin écrit : « Par-dessus les chefs défallants, peureux ou indigènes, c'est au peuple lui-même que nous voulons en appeler... ». « Voter pour Badina, c'est voter pour l'amnistie ! Voter pour Badina, c'est protester contre tous les crimes militaires ! »

Un soldat français en Tunisie

Suite de la première page. Pour de se faire comprendre ; car si pour les socialistes français, les soutiens de pauvres imbéciles qui n'y sont pour rien, pour les Arabes nous sommes des gens qui représentons les colons, le Colonialisme... En France, ils feraient autrement, car pour eux, les soldats français sont des hommes, beaucoup plus sensibles, alors qu'en Tunisie ils ont beaucoup moins de regrets à tirer sur un Arabe mourant ? Cela ne se dément pas, peut-être parce que nous ne parlent pas la même langue, mais cause avec eux, le leur explique les intérêts que nous défendons lui, à quel nous servons ; ils ne disent : « Bien sûr, mais nous savons, mais ferait-il, toi ? Nous ne voulons pas tirer, mais nous voulons rentrer en France... »

Enfin à part cela, ils ont rappelés tous les réserves à X... dans la gendarmerie. La ville est presque en état de siège avec des F.M. à chaque coin de rue dans la ville européenne. Je me demandais comment tout cela va finir. C'est précisément à lieu l'enterrement des morts d'hier, il pourrait bien y avoir une nouvelle bagarre. Un copain a dit à son adjutant que nous n'étions pas des soldats mais des assassins. Il n'a pas semblé très content. Dix fois les Arabes ont été sous-officiers, se semblent pas prendre leur métier bien à cœur. Ils sont d'ailleurs complètement méprisés par les civils de leur couleur.

LA CRISE DU CINEMA

Le gouvernement a désigné une commission d'enquête sur la crise du cinéma. Les 18 points du programme que se proposent les députés constituent une encyclopédie du cinéma. Mais il ressort des déclarations faites par certains membres de ladite commission que les vrais problèmes, qui sont ceux de la position du cinéma dans la situation économique du pays, sont minimisés par rapport à des considérations corporatistes : avantages et désavantages de la co-production, problèmes administratifs, le cinéma non-commercial, l'organisation de la profession, rôle des syndicats.

En attendant, on perd un temps précieux. Les meilleurs techniciens, les meilleurs ouvriers quittent la profession parce qu'elle ne peut plus les nourrir ; et il est à craindre que lors de la reprise problématique du travail la qualité des films ne souffre de cet appauvrissement.

Reprenant leur initiative de 1948, ces mêmes techniciens se sont groupés en Comités d'Action de défense du cinéma sur l'impulsion de leur syndicat. Les professionnels ont compris toute l'importance de ces comités car leur manque d'existence initiale leur a fait perdre un temps précieux.

Ces comités qui groupent tous les éléments du producteur au projectionniste ont formé des délégations dans le but d'être formés les députés de leur circonscription électorale et de leur faire part des solutions qu'ils envisagent. Sur ce terrain précis, le mot d'ordre de techniciens staliniens : « Produire », « Indépendance nationale » rencontre un certain écho parmi leurs camarades. Ce sont les conditions de vie même des travailleurs qui sont touchées, en particulier parce que le marché français est ouvert à une concurrence étrangère privilégiée.

Le 20, Badina est élu conseiller municipal par 887 voix sur 1.803. Mais le 21 octobre, le Parlement refuse à nouveau d'annuler l'élection de Badina.

Cachin, Berthon et Lafont devant le bloc national bourgeois déchaîné, font le procès de la « guerre criminelle » qui a entraîné l'amnistie.

A la motion de la censure qui frappe Berthon et Lafont, les communistes répondent par « l'Internationale ».

Un projet d'amnistie est déposé au Sénat le 8 décembre et à la Chambre des Députés le 10 janvier 1952. Mais une crise ministérielle éclatante au même moment, Poloncaré-la-guerre revient au pouvoir et le projet d'amnistie était entré.

Le 3 mars, le Conseil d'Etat annule les élections de Marty et de Badina ; dès le lendemain, le P.C. les présente à nouveau dans les mêmes quartiers et « l'Humanité » s'écrit : « Et maintenant électeurs de Charonne, préparez-vous à voter et à répondre ouvertement au défi du gouvernement ».

Le 10 mars, le candidat radical-socialiste de la Santé, principal adversaire de Badina, a refusé de se présenter contre le candidat communiste. Le 14, la campagne électorale s'ouvre à nouveau et en ce mois de mars, la Commune Parisienne associe les martyrs de 71 à ceux de la Mer Noire.

« Amnistie ! Amnistie ! Vive la Commune Parisienne ! Vive le Communisme qui la continue ! Vive la Révolution sociale ! » conclut l'appel de la Fédération de la Seine du P.C. dans un appel collectif.

Enfin, le 26 mars, les élections se déroulent et le soir la foule parisienne en acclame longuement les résultats : Marty élu par 4.456 voix sur 6.283. Badina élu par 941 voix sur 1.804.

Mais dès le lendemain le bloc national bourgeois refuse la libération de deux martyrs de la Mer Noire. Le bataillon allait alors se déplacer vers le Parlement.

E. LEJEUNE. (1) Voir « La Vérité », n° 288.

Le 1<sup>er</sup> février, Claude Bourdet et un certain nombre de personnalités ont organisé un meeting de solidarité pour le peuple tunisien. Les militants du Parti Communiste Internationaliste vendent LA VERITE et diffusent un tract dont voici quelques passages : « Des dizaines de travailleurs tunisiens assassinés !... Des centaines de militants nationalistes arrêtés !... Tanks, canons, avions, automitrailleurs, soldats au contingent défiant sur la Tunisie !... »

« POUR ASSURER SES PROFITS A UNE MINORITE IMPERIALE... LA VERITE... »

« POUR MAINTENIR SOUS LE JOUG LE PEUPLE TUNISIEN... »

« Opposé à cette politique, tous les travailleurs français doivent soutenir sans réserves les revendications formulées par le mouvement national et son organisation dirigeante le NEODESTOUR... ASSEMBLEE TUNISIENNE ELUE AU SUFRAGE UNIVERSEL DIRECT ET SECRET... »

Le VIII<sup>e</sup> congrès du P.C.I. aura lieu les 15 et 16 mars 1952 à Paris, élus votes sur les résolutions et la désignation des délégués se feront dans les cellules et régions au cours de la première semaine de mars.

Un virage gauche du P.C.F. ?

(Suite de la première page)

réaucterique privilégiée de l'U.R.S.S. Celle-ci repose sur l'économie planifiée non capitaliste issue de la Révolution d'Octobre, dont elle tire ses privilèges, et qu'elle s'efforce donc de préserver contre l'agression de l'impérialisme menaçant ; mais elle a en même temps une peur mortelle de la victoire de la révolution prolétarienne en Occident, car une telle victoire pousserait les masses russes à abattre la bureaucratie et ses privilèges insupportables. La « théorie » de la coexistence pacifique de capitalisme et du socialisme ne peut être prise un instant au sérieux en tant que telle, car elle admet que le capitalisme mondial puisse résister sans guerre ses contradictions internes ; mais elle exprime les désirs et les objectifs fondamentaux de la politique stalinienne, car le pouvoir de la bureaucratie en U.R.S.S. s'est érigé grâce à la « coexistence » de l'Etat ouvrier russe isolé avec l'entourage du capitalisme mondial qui est condamné à s'effondrer lorsque cet équilibre se rompra définitivement. Aussi, comme l'écrit l'hebdomadaire trotskyste américain THE MONTHLY de janvier 1952 : « Les partis staliniens s'abandonnent entièrement toutes leurs activités — tous les besoins vitaux et les intérêts des travailleurs — à la campagne pour une négociation avec Washington, pour un « pacte de paix »... »

Pour le P.C.F. d'ailleurs, les comités de défense de l'industrie française restent à l'ordre du jour, comme le montre l'intervention de Calas au Comité central d'Aubervilliers, qui parle d'un « large comité de défense du bas nylon dans lequel ouvriers et patrons participent ». Et Lecœur lui-même montre bien dans son rapport les limites du coup de main gauchiste du P.C.F. et du parti communiste objectifs à l'action des militants qu'un « autre gouvernement, un gouvernement qui fera une autre politique... »

Le réarmement précipite le capitalisme français dans une crise sans issue ; la bourgeoisie n'ose pas défier directement les travailleurs, et devient chaque jour plus incapable de promouvoir une politique cohérente comme de constituer un gouvernement stable. Une « autre politique » ne peut être que celle d'une autre classe, celle d'un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur l'action directe et passive des masses populaires. La lutte prolétarienne pour le pouvoir, voilà le problème qui se pose immédiatement aux prolétaires français ; voilà le seul contenu possible d'un autre gouvernement — faisant une « autre politique ». Les ouvriers communistes le comprennent chaque jour un peu plus. Mais une telle politique ne peut être attendue d'une direction subordonnée aux intérêts et aux ordres de la bureaucratie de l'U.R.S.S., dont l'autoprotéction d'une « coexistence pacifique ». Seule peut l'appliciter une nouvelle direction, exprimant les seuls intérêts du prolétariat.

Telle est la grande tâche qui se pose à l'avant-garde ouvrière et en premier lieu aux militants conscients membres du P.C.F. qui se refusent au gauchissement de la politique de leur parti est un événement favorable qui leur donne une plus grande latitude pour répondre aux aspirations réelles des masses et par la même d'avancer dans la voie du programme révolutionnaire, celui de Marx, Lénine, Trotsky.

DIVARCHE.

LE P.C.I. DANS

DES ACTES ! Ils doivent présenter immédiatement à l'Assemblée Nationale un projet de loi donnant satisfaction aux revendications du NEODESTOUR !

ASSEZ DE BELLES PAROLES ! Ils doivent publiquement exiger le retrait des troupes françaises de Tunisie et sommer le gouvernement Edgar Faure de cesser la répression de la BOURGUISIE et tous les militants tunisiens arrêtés.

Altman et Rous prodigent aussi de belles paroles. Mais « Franc-Tireur », le journal qui les dirige, prêche la raison au gouvernement Faure et aux dirigeants nationalistes. Comme si la balance était égale !

ASSEZ DE DUPLICITE, ALTMAN-ROUS ! On ne peut pas être pour le gouvernement et pour le peuple tunisien. Qui est avec le gouvernement est contre le peuple tunisien.

Le peuple tunisien a besoin de votre aide. Exigez avec le Parti Communiste et le Parti communiste français s'unissent pour organiser dans tout le pays et au Parlement une campagne de soutien actif au peuple tunisien, pour qu'ils organisent en Front unique le combat

- POUR LE RETRAIT DES TROUPES FRANCAISES DE TUNISIE,
POUR LA LIBERATION DE BOURGUISIA ET DE TOUS LES MILITANTS EMPRISONNES OU DEPORTES,
POUR LA SATISFACTION TOTALE DES REVENDICATIONS FORMULEES PAR LE NEODESTOUR.

Les travailleurs coloniaux qui participent au meeting ont manifesté concrètement leur accord, en achetant La Vérité.

Le 2 février 1952, chez Renaud, les cellules du Parti diffusent un tract appelant les travailleurs et les organisations ouvrières de l'usine à réaction POUR L'INDEPENDANCE DE LA TUNISIE !

Chez Renaud, rien encore n'a été fait pour agir contre les massacres organisés en Tunisie par l'impérialisme français ! L'immédiatisme, toutes les organisations ouvrières doivent décider : — Une action commune dans l'usine.

NOS PERMANENCES

- BOUCHES-DU-RHONE
Rhone
RASCON
Bar du Chaperon-Rouge, rue Colbert, en face de la poste Centrale, tous les vendredis, de 17 h. 30 à 19 heures, MARSEILLE.
FINISTERE
Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, QUIMPER.
M. Tarquès, 1<sup>er</sup> venelle du Pologno, Kerezebon-St-Pierre, BREST.
LOIRE
Maurice Laurant, café Besset, place du Peuple, SAINT-ETIENNE.

Un meeting de masse place Nationale où parlent toutes les organisations nord-africaines. Toutes doivent désigner la plus large délégation de toutes tendances à l'Assemblée Nationale, pour manifester la volonté de voir les députés socialistes et communistes français agir en commun.

Nous qui de nombreux Nord-Africains, parmi les 3.000 qui travaillent chez Renaud, ont assuré la diffusion de ce tract avec nos camarades. Avant le grève du 12 février, le Parti Communiste Internationaliste appellait les travailleurs à manifester pour leurs libertés, contre l'offensive patronale et pour leurs revendications.

Le gouvernement Faure et son prêt de police Bayonet, d'ait-il indiqué dans le tract, interdisent la commémoration des événements de février 34.

FEVRIER 34, c'est la GREVE GENERALE se développant dans l'unité totale, c'est l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières.

SOUSCRIPTION Pour le demi-million

Le Comité Central du P.C.I. a ouvert la souscription par un versement de 24.500 francs. Les premières sommes commencent à nous parvenir :

- Souscription. Anonyme, 35, Maxime, 300 ; Callu 15, 280 ; Pothier, 1.000 ; Cellule Insa., 1.600 ; Cornet, 1.000 ; Comité Central, 24.500. Total : 28.315.
Abonnements. — Thomas, 800 ; Michaud (Gironde), 400. Total : 1.200.
Solidarité
Lambert, 1.000 ; Gibelin, 1.000 ; Bleibrun, 1.000 ; Chéreau, 1.000 ; Lefebvre, 500 ; Rightet, 500 ; Des ouvriers de chez Renaud, 500 ; Jo., 1.000. — Total : 6.500.

L'AMERIQUE DE L'U.R.S.S. DU PAR

Les sentiments réels des peuples qui sont soumis au régime stalinien peuvent être résumés comme suit : 1. La très grande majorité de la population de l'U.R.S.S. se veut pas de restauration du capitalisme. Elle veut la destruction du régime totalitaire de la bureaucratie stalinienne au moyen d'une nouvelle révolution. Son but est d'établir dans l'U.R.S.S. actuelle une véritable société sans classes, basée sur la socialisation des moyens de production, l'économie planifiée et une réelle démocratie opposé du programme américain pour la « Russie future ».

2. Toutes les nationalités de l'U.R.S.S. actuelle veulent détruire tout semblant d'Empire russe (qu'il se soit appelé Staline ou Kérényk). Elles veulent vivre leur propre vie, développer librement leurs cultures et leurs civilisations, sans aucun protectivisme national.

POURQUOI LA RESISTANCE EST ANTICAPITALISTE

Trente-quatre ans ont passé depuis la Révolution d'Octobre. Dans cette période, en U.R.S.S. :

- 1) Le système capitaliste privé, la propriété privée des moyens de production ont été complètement liquidés.
2) Toutes les vieilles classes capitalistes, bourgeoises et petite-bourgeoises ont été entièrement abolies et exterminées.
3) La collectivisation de l'agriculture a été complétée, l'utilisation individuelle privée de la terre a été complètement liquidée, en d'autres termes, l'existence de la classe petite-bourgeoise des paysans a été abolie ou du moins profondément compromise.
4) En même temps, une large industrialisation du pays a été menée à bien et, par voie de conséquence, l'importance numérique et le poids social de la classe des travailleurs industriels se sont énormément accrus.
5) Les cadres de la vieille intelligentsia ont cessé d'exister et leur place a été prise par des jeunes éduqués dans les écoles soviétiques.
6) Une génération entièrement neuve — la jeunesse soviétique — a grandi dans le pays, qui ignore tout, même de la N.E.P.
7) Le résultat de la propagande et de l'éducation est que la conscience de classe de chacun a atteint une très grande acuité sous le stalinisme.

DEGRE ELEVE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL CHEZ L'INDIVIDU SOVIETIQUE

La société en U.R.S.S. est tout à fait différente du reste du monde. Partant de la réalité d'aujourd'hui (et non des regrets du passé) l'individu soviétique développe une opposition au stalinisme qui lui est propre. Cela représente un plus haut degré de développement social historique. L'individu soviétique ne peut pas s'orienter vers une restauration du vieux régime social parce que :

- 1) Il n'existe pas de bases pour une telle restauration depuis que la propriété privée et les classes qui la socialisent n'existent plus.
2) Le stalinisme connaît le vieillissement social capitaliste seulement du point de vue théorique et il est authentiquement convaincu que le capitalisme signifie crises permanentes, chômage, exploitation ouverte du travail, guerres impérialistes constantes, etc.
3) Il croit et sait que le monde capitaliste de l'extérieur désire rétablir le capitalisme dans son pays. Il n'y a pas si longtemps, les habitants de l'U.R.S.S. ont eu une expérience tout à fait marquante du mode de développement social par l'invasion allemande qui ne peut pas installer beaucoup de théories et d'explications de la guerre germano-soviétique et du comportement du peuple soviétique dans cette guerre. Il y a de nombreuses études des erreurs

LA LUTTE

La campagne électorale des trotskystes cinghalais

c'est la victoire des travailleurs... Cet exemple de mobilisation ouvrière, les bourgeois veulent l'enterrer.

Pourquoi ? AUJOURD'HUI les bourgeois veulent enlever le droit de manifestation aux travailleurs.

LES VIETNAMIENS SOLIDAIRES DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS

Les travailleurs Vietnamiens de la région parisienne réunis en Assemblée plénière le 10 février à Paris sur convocation de l'Association des Travailleurs Vietnamiens en France pour commémorer la lutte victorieuse du prolétariat français contre le fascisme en février 34.

Les mesures arbitraires prises par le gouvernement impérialiste français pour interdire les manifestations ouvrières cette année soulignent davantage la menace concrète de fascisme et de préparation de guerre accélérée en France.

Il décide : d'apporter leur entière adhésion à la cause du prolétariat français pour s'opposer à la politique de répression aux colonies et d'atteinte aux libertés ouvrières en France ; de soutenir de toutes leurs forces la grève du 12 février décidée par la C.G.T. ; de faire appel à l'unité de tous les travailleurs et de toutes les organisations ouvrières, en vue de lutter efficacement contre le fascisme et la guerre, et de promouvoir un gouvernement ouvrier et paysan.

CONTRE LE PLAN DE CITERRE DE L'IMPERIALISME MILITAIRES OUVRIERS ET GOUVERNEMENT OUVRIER-PAYSAN. Paris, le 10 février 1952.

DEMAIN le grand capital avec de Gaulle essaiera d'organiser l'attentat direct contre les travailleurs, par le rétablissement du droit de grève et l'interdiction des syndicats.

LES TRAVAILLEURS RELÈVERONT LE DEFI. Ils prépareront la riposte au danger qui les menace. Tous s'associeront à l'appel lancé par la C.G.T. POUR UNE GRANDE GREVE ANTIFASCISTE ET REVENDICATIVE LE MARDI 12 FÉVRIER.

Dans la grève, les travailleurs manifesteront leur volonté de ne pas laisser ballonner, leur volonté d'en finir avec ce régime de misère qui prépare le fascisme et la guerre. LES TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS, en février 34, étaient avec Messali Hadj à l'avant-garde de la lutte contre la réaction fasciste. LE 12 FÉVRIER, EN DÉBRAYANT, LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS MANIFESTERONT LEUR SOLIDARITÉ ACTIVE AU PEUPLE TUNISIEN ET AUX PEUPLES D'AFRIQUE DU NORD QUI LUTENT POUR LEUR INDÉPENDANCE NATIONALE.

Les organisations syndicales de toutes tendances doivent répondre à l'appel de la C.G.T. Le Parti socialiste doit, comme le P.C.F., s'associer à l'action pour que le 12 février soit la journée d'unité d'action totale de la classe ouvrière.

IMPOSEZ À VOS DIRIGEANTS QU'ILS ORGANISENT L'ACTION COMMUNE ET UNIE AVEC LA C.G.T. !

Dans la bataille, au premier rang, avec leurs drapeaux et propositions aux travailleurs des formes d'action unitaires, les militants trotskystes ont combattu. Des liens nombreux se sont noués entre militants de toutes tendances dans la fraternité des luttes contre la répression impérialiste en Tunisie et pour la défense des libertés.

Cette fraternité de combat est le gage certain que la classe ouvrière fera reculer le patronat, son gouvernement et sa fiscalité.

- S.T.E.L. 46, rue de l'Arbre-Sec, PARIS (14e) MAO TSE TUNG : La Nouvelle Démocratie... 220 La stratégie de la guerre Révolutionnaire... 120 J. BELDEN : La Chine ébranle le Monde... 690 Ou ta le peuple américain... 1180 ROSMER : Le mouvement ouvrier pendant la guerre... 540 V. SERGE : Les derniers Temps... 540 C.C.P. Société de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

La section cinghalaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, le Lanka Samasamaja Party, continue énergiquement sa campagne pour un gouvernement ouvrier et paysan Samasamaja. Il a proposé à toutes les organisations ouvrières un programme en quatorze points dont les principaux sont : 1° Retrait de Ceylan du Commonwealth britannique et constitution d'une République indépendante.

2° Abolition des traités inégaux passés avec les impérialistes. 3° Quarante heures, échelle mobile, garantie contre le chômage. 4° Abolition des droits féodaux sur la terre. 5° Pactes d'amitié avec les États du Sud-Est asiatique, notamment le Viet-Nam libre et la Chine populaire. 6° Refus de toute aide aux interventions impérialistes en Asie. La jeunesse Samasamaja, qui

compte plus de dix mille membres, soutient avec succès la campagne. Le Parti éprouvait des difficultés à pénétrer dans les campagnes du fait du clergé local qui tentait d'exploiter l'ignorance dans laquelle étaient les paysans. Maintenant, il a forcé les prêtres et le prolétariat surexploité des campagnes, ainsi que les pêcheurs, commencent à comprendre où sont leurs véritables défenseurs.

Il est donc tout un mouvement qui appelle la campagne de nos camarades. Ceux-ci soulignent d'ailleurs la nécessité de l'union de tous les partis prolétariens pour imposer, non pas un simple changement de ministère, mais un véritable gouvernement ouvrier et paysan. Jusqu'à présent, les staliniens ont décliné les propositions qui leur ont été faites, mais sous la pression exercée par notre parti, de profonds remous agitent leurs rangs.

Le Samasamaja Party va aux élections, non pas en parlementariste, mais confiant dans la possibilité réelle de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et d'établir un gouvernement pour les ouvriers et pour les paysans, placé en permanence sous leur contrôle.

VELLÉE D'ARMES en Afrique du Nord

(Suite de la première page.) et Algériens, diviser le pays en zones civiles et militaires, enfin soumettre ces zones à des formes particulières de domination.

Permette dans une certaine mesure aux Tunisiens d'organiser leurs syndicats, avec d'ailleurs toutes sortes de restrictions et le refus aux Marocains le droit syndical, voilà des exemples que l'on pourrait multiplier à l'infini.

Mais pour les peuples d'Afrique du Nord, le plus grave était l'isolement politique de chacun des différents mouvements nationalistes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. Les résultats désastreux de cet isolement ont été avant tout marqués par la possibilité pour l'impérialisme de frapper des coups successifs contre chacun et seuls à la répression.

Également catastrophique s'était la diversité des tactiques formulées par le Néo-Destour et l'Istiqlal par rap-

port à la ferme intransigence du M.T.L.D. Si le sang tunisien contribue à sceller l'unité d'action des Partis nationalistes nord-africains, son sacrifice n'aura pas été vain. Car un front unique et sans fissures des masses de Tunisie, du Maroc et de l'Algérie représente le coup le plus dur qui peut être porté contre la domination impérialiste. Cette union exprime fondamentalement le fait que les nationalistes d'Afrique du Nord pourront tirer en commun les leçons de leur division politique passée et devront ensemble forger les conditions solides d'une politique cohérente.

blir l'impérialisme. Ainsi on ne verra plus sévir en Algérie la féroce répression de 1950 sans que les Tunisiens et les Marocains engagés avec des formes appropriées des actions de solidarité. Les travailleurs français ne peuvent que se féliciter de la réalisation de ce Front d'unité nord-africain, et lui apporter un soutien total et sans réserve. Le déclin commun des partis nationalistes d'Afrique du Nord représente quelque chose. Elle indique la voie de l'action que le peuple français se doit d'élargir pour apporter pleinement son appui aux mouvements d'indépendance nationale des peuples victimes du colonialisme. Affaiblir les possibilités de répression de l'impérialisme en élargissant le front de la bataille contre lui, en France même, tel est notre plus élémentaire devoir. Les dockers de Marseille qui refusent de charger les navires en parlance pour la Tunisie l'ont bien compris, mais il faut plus ! Le Parti communiste français mène une campagne de presse pour la Tunisie. Le Parti socialiste est gêné aux entournures, il a fait des promesses aux leaders néo-destouriens, mais il vote pour le gouvernement. Affaiblir qui organise la sanglante répression.

Le Front unique des partis ouvriers pourrait seul élargir la solidarité agissante du peuple français. Le P.C.F. doit assurer sa campagne de presse, de propositions offertes aux dirigeants socialistes pour l'aide à la Tunisie. De telles propositions représenteraient le levier le plus puissant pour mobiliser les travailleurs socialistes dans l'action commune, en isolant ceux des dirigeants socialistes et F.O. qui, criminalisant, s'accrochent à l'étiquette privilégiée d'appeler l'impérialisme français à réprimer le mouvement national tunisien.

Dans cette voie, la victoire commune des peuples français et d'Afrique du Nord contre l'impérialisme français est assurée.

P. LAMBERT.



de tous les pays

U.S.A. LE MOUVEMENT OUVRIER CONTRE LE RACISME Les assassinats de noirs américains prennent de plus en plus la possibilité réelle de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et d'établir un gouvernement pour les ouvriers et pour les paysans, placé en permanence sous leur contrôle.

COREE LA TERREUR IMPÉRIALISTE Le peuple coréen continue sa lutte y compris dans la zone occupée par l'impérialisme américain, ses alliés et ses valets locaux. Les dockers d'Incheon, près de Séoul, sont contraints sous la menace des armes de décharger les munitions américaines. Cependant ils résistent de leur mieux à ce travail forcé destiné à assurer le départ des munitions américaines travaillant au ralenti. A la suite de ces actions les gangsters de la police militaire américaine ont tenté de répresser un travailleur sous leurs coups. Immédiatement les dockers débrayèrent pour protester contre ces actes de banditisme.

EXEMPLE ENTRE MILLE MOTS que le peuple coréen mène les ravages de la guerre ne cesse pas son combat contre les envahisseurs impérialistes.

U.R.S.S. LA MONGOLIE, L'U.R.S.S. ET LA CHINE A l'occasion de la mort survenue à Moscou, récemment du maréchal Tchabalov, président de la République populaire de Mongolie, la presse soviétique souligne avec insistance les liens amicaux qui unissent la Mongolie à l'U.R.S.S. A Moscou, pendant le transport du corps par la transsibérienne et l'oubliant, les capitales de la Mongolie les multiples cérémonies funéraires ont servi d'occasion à la presse et aux délégations de la Mongolie à l'U.R.S.S., souligner le rôle de celle-ci dans la révolution mongole et l'aide qu'elle lui a apportée depuis. Rien n'est dit de rapports de la Mongolie avec la Chine dont elle fut inséparable le front commun une partie importante, rien des rapports de la Mongolie avec la révolution asiatique. La Mongolie est considérée et traitée plus comme une république membre de l'U.R.S.S. que comme un État indépendant libre de sa détermination.

JAPON GRANDES GREVES La lutte des travailleurs japonais continue avec toujours plus d'intensité. 150 000 ouvriers du textile ont débrayé en décembre dernier. En novembre, on a compté 1.150.000 grévistes au cours de 200 grèves. Les ouvriers japonais ne tentent pas seulement pour la défense de leur niveau de vie. Ils combattent contre le racisme et la ségrégation non-américain. De nombreuses manifestations ont eu lieu devant le Parlement japonais. Lutte contre plus d'armées encore au cours de l'année qui commence.

SUÈDE UN MEETING DES TROTSKISTES SUÉDOIS Nos camarades suédois ont dénoncé la politique du gouvernement et socialiste à un cours d'un meeting tenu à Stockholm qui réunissait de très nombreux travailleurs. Dans les déclarations qui valent ou lieu des conclusions de convention collectives, les social-démocrates avaient fait au mépris des intérêts ouvriers, fait au mépris de la lutte contre le fascisme. Les agents socialistes ont tenté en vain de détourner l'attention par des paroles les organisateurs de notre meeting, montrant une fois de plus leur rôle véritable.

Nonnez-vous 46, rue de l'Arbre-Sec C.C.P. Société de Presse, d'Édition et de Librairie n° 603.201 Paris

QU'EN PENSERONT-ILS ? REVOLUTIONNAIRE SOVIÉTIQUE

protectorat des « grands frères » russes. Ceci peut être accompli seulement par l'indépendance nationale des Républiques de l'U.R.S.S. Cela aussi est juste à l'opposé de ce qui est proposé par les « hommes d'Etat américains ».

3. La majorité absolue du peuple soviétique n'a pas la moindre confiance dans les mouvements contre-révolutionnaires d'émigrés soutenus par M. Stassen, ni dans les exilés « libéraux » soutenus par M. Kennan, ni dans les « légions étrangères » du type du mouvement Vlassov, patronnés par le général Eisenhower.

4. Une autre conclusion générale est instructive : que les peuples de l'U.R.S.S. haïssent la tyrannie stalinienne et mènent contre elle une lutte permanente, cela ne signifie pas du tout que leurs sentiments sont pro-américains. C'est plutôt le contraire à notre avis.

politiques d'Hitler à l'Est ». Nous savons que les états-majors américains travaillent sur ces études. Les archives allemandes sont scrutées et recensées. Mais personne n'étudie cette expérience du point de vue des habitants de l'U.R.S.S.

LEÇONS DE L'INVASION ET DE LA DÉFAITE D'HITLER Qu'arriva-t-il en réalité ? Pourquoi Hitler fut-il battu ? Nous laissons de côté les considérations de comparaison entre les systèmes économiques de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. et nous nous tenons au fait de la psychologie des masses soviétiques, aux raisons du « Stalingrad » psychologique.

Il est absolument vrai qu'au début de l'invasion allemande, en 1941, la population des territoires soviétiques occupés salua dans leur avance les armées allemandes qui les libérèrent. Il est indiscutablement vrai qu'en 1941, des millions de soldats et d'officiers de l'Armée Rouge se rendirent librement aux Allemands et furent de leur plein gré prisonniers de guerre.

tements cultivés qui venait réellement les libérer du joug stalinien. Mais qu'arriva-t-il ensuite ? Les Soviétiques comprirent bientôt que, en ce qui concernait les Allemands, la propagande de Staline avait raison. Ils apprirent par leur propre expérience ce qu'étaient ces libérateurs occidentaux. Ce fut le début du « Stalingrad » psychologique : ils éprouvèrent une grande déillusion. Ce fut cette déillusion qui prépara le « Stalingrad » militaire.

Logiquement la question se pose alors : pourquoi les Soviétiques furent-ils de nouveau confiance à des « libérateurs » occidentaux ? Les Américains cette fois-ci ? Pourquoi sur ce point ne croiraient-ils pas la propagande stalinienne quand ils ont constaté une première fois dans leur chair et dans leur sang qu'elle disait vrai ? Ceux qui préparent la « libération » devraient y réfléchir avec soin.

Mais revenons au passé. Qu'est-ce qui, plus particulièrement, fit perdre aux Soviétiques leurs illusions sur les « libérateurs » allemands ? La réponse communément acceptée est : la terreur et les atrocités allemandes. Mais ne peuvent faire une telle réponse que ceux qui ignorent la véritable situation dans les territoires de l'U.R.S.S. occupés par l'Allemagne. Le terreur allemande fut évidemment une cause de déception, mais pas une cause fondamentale. Les émigrés contre-révolutionnaires autour de Kerenky, Bandera, Boldyrev et autres

UNE ÉTUDE DE W. WILNY

Nous avons indiqué plus haut les principes d'un véritable programme populaire de lutte contre le stalinisme en U.R.S.S. Nous aimerions maintenant expliquer brièvement comment les habitants de l'U.R.S.S. en sont venus à ces principes. Pour ce, il est d'abord nécessaire de juger objectivement la situation sociale intérieure de ce pays. Nous n'examinerons pas ici la question de savoir comment et pourquoi les peuples soviétiques, dans leurs idées et dans leurs « sentiments » en sont venus à s'opposer au stalinisme, car, nous le répétons, cette question est claire et évidente pour chacun. Nous nous en tiendrons plutôt à un examen du rôle joué par le blâme suivant : comment et pourquoi les peuples soviétiques en sont venus à s'opposer au stalinisme d'un point de vue anticapitaliste et antistatarien.

auraient bien voulu que cette cause fût le refus des Allemands de rendre la terre aux paysans et de remettre au pouvoir les émigrés libéraux. Mais il y a à elle une seule réponse réellement objective : la cause principale de la déillusion des Soviétiques et par conséquent de la défaite psychologique et politique des Allemands fut leur tentative de rétablir le capitalisme.

LA CAUSE PRINCIPALE DE LA DÉFAITE ALLEMANDE

En voici les preuves. Dans les territoires occupés, les Allemands déclaraient que toute l'industrie, les finances et les fermes collectives d'Etat (Sovkoses) constituait leur propriété privée. Les Kolkhoses (fermes coopératives) restèrent approximativement dans les mêmes conditions que sous le stalinisme. Qu'est-ce que les Soviétiques attendaient de leurs « libérateurs » ? Ils pensaient que l'industrie et l'économie entière leur seraient remises pour être la propriété collective du peuple ; que la production serait sous leur propre contrôle et que les fruits en seraient équitablement répartis entre les producteurs. A la place virent les « Wirtschaftsführer » et « Sonderführer » allemands, les Krupp et leurs conducteurs d'esclaves. Les changements les plus instructifs eurent lieu dans l'agriculture. Les émigrés dont l'unique claim était que le peuple voulait diviser les terres kolkhoziennes en petits lots privés et

que les Allemands ne voulaient pas le faire. C'est là un mensonge intégral. Les anciens koulaks émigrés, de retour chez eux, demandèrent le rétablissement de la propriété privée de la terre et virent leur demande satisfaite par les Allemands.

Il est exact que dans quelques villages d'Ukraine, les Kolkhoses brézhnevistes ont été rétablis, mais ce furent des exceptions. Il est clair que les Kolkhoziens détestent le système des Kolkhoses, parce que, dans l'état actuel des choses, c'est un système d'extrême exploitation en agriculture. Mais cela ne veut pas dire que tout contre eux. Américains arrivés, à de petites entreprises agricoles privées, techniquement arriérées. Aux affirmations des émigrés concernant un désir général de retour à l'agriculture privée et parcelaire, affirmations par lesquelles ils ont tout contre eux. Américains arrivés, à un espoir de rétablir le capitalisme en U.R.S.S., nous aimerions opposer une question : Y a-t-il eu quelque bouleversement agraire en U.R.S.S., lors de l'avance allemande ? Il y a eu quelques incendies et pillages de Kolkhoses, au Mais y a-t-il eu un mouvement spontané pour le partage de la terre ? Les Kolkhoziens l'ont-ils partagé, après avoir incendié les Kolkhoses ? Y eut-il quelque chose qui ressemblât au soulèvement paysan contre les seigneurs en 1917-19 ?

(A suivre.)

